

# Climat: la finance ne suit pas

Par [Aude Massiot](#) —

Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres à l'ouverture de l'Assemblée générale annuelle de l'organisation, à New York le 25 septembre. Photo Bryan R. Smith. AFP

## **Alors qu'Emmanuel Macron organise, en marge de l'assemblée générale des Nations unies, un bilan de son sommet sur la finance verte de décembre 2017, la question des financements climat cristallise les tensions dans les négociations internationales.**

- Climat: la finance ne suit pas

«Chers amis, nous savons ce qui arrive à notre planète. Nous savons ce qu'il faut faire. Et nous savons même comment le faire. Mais, malheureusement, l'ambition de nos actions est très loin de ce qu'elle devrait être, a lancé [dans un discours émouvant](#) Antonio Guterres, à New York le 10 septembre. *Le temps est venu pour nos dirigeants de montrer qu'ils se préoccupent des gens dont ils portent le destin entre leurs mains.*» Le secrétaire général des Nations unies n'a pas pris de détours pour interpellé les chefs d'Etats réunis lors de cette semaine de haut niveau aux Etats-Unis. Emmanuel Macron a lui aussi promis de mettre le climat en tête de son agenda politique lors de son passage à l'Assemblée générale de l'ONU en début de semaine. Mercredi, un événement de 2 heures 30 en marge des réunions officielles est organisé pour faire un bilan d'étape, un peu moins d'un an après le One Planet Summit.

En décembre, le président français avait [lancé en grande pompe](#) une conférence pour «verdir» la finance, en association avec la Banque mondiale, les Nations unies et la Commission européenne. Douze grands engagements y ont été pris. Seulement, neuf mois plus tard, difficile de dire si ces promesses ont été tenues. «*Il va falloir démontrer de manière transparente et robuste les progrès effectués*, appelle Lucile Dufour du Réseau Action Climat (RAC). *Jusqu'à maintenant, peu d'informations ont été données.*»

### **Tensions sur le Fonds vert**

Une chose est sûre, à l'échelle mondiale, les financements climat sont encore très loin de ce qui est nécessaire pour pallier la crise actuelle. En 2009, lors de la conférence de l'ONU à Copenhague, les pays développés se sont engagés à mobiliser chaque année, à partir de 2020, 100 milliards de dollars par an (85 milliards d'euros), pour aider les pays en développement à faire face au dérèglement mondial. Malgré cette promesse, les Etats n'ont reporté officiellement que 48 milliards de dollars (40 milliards d'euros) en 2015-2016 vers la lutte contre le changement climatique. «*Selon nos calculs, ce serait plutôt 16 à 21 milliards de dollars (13 à 17 milliards d'euros)*, assure Emilie Both, de l'ONG Oxfam. *Les méthodes de calcul sont tellement vagues que les pays surestiment leurs actions.*»

Lucile Dufour ajoute : *«Les Etats vont être attendus au tournant en octobre, alors qu'une recapitalisation du Fonds vert doit être décidée.»* Créé en 2010, cet outil a d'abord accueilli 10 milliards de dollars (8,5 milliards d'euros) qui sont, aujourd'hui, quasiment épuisés. *«C'est un excellent outil qui a permis de soutenir des projets de qualité, reprend la membre du RAC. La France devra se réengager pour remplir sa promesse d'allouer 5 milliards d'euros par an d'ici 2020 aux financements climat.»*

A lire aussi [A l'ONU, Trump fait l'éloge du «patriotisme», Macron celle de «l'action collective»](#)

En quelques mois, la question de la mobilisation de l'argent «vert» est devenue une priorité dans les discussions internationales. Le 19 septembre, la directrice générale de la Banque mondiale a appelé à lancer un prix fictif sur le carbone à l'échelle internationale, et a alerté : *«Nous sommes la dernière génération qui puisse faire quelque chose.»* Actuellement, cette mesure qui permet d'orienter les investissements vers les activités les moins polluantes existe ou est en projet dans 70 pays et juridictions, mais souvent à un prix trop bas pour être efficace. Antonio Guterres aussi, a soutenu cette initiative dans son discours, mi-septembre, et demandé : *«Les gouvernements doivent cesser les subventions désastreuses aux énergies fossiles [...] et encourager la transition vers les énergies propres.»*

## Déséquilibre des financements

De son côté, l'Agence française de développement (AFD) et l'International Development Finance Club, un groupe international des 23 plus grandes banques nationales et régionales de développement, se sont engagées à aligner leurs actions sur [l'accord de Paris](#). Le traité international signé par 197 pays en décembre 2015 vise à contenir *«l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels»*.

Seulement, dans le large champ des financements, la plupart sont destinés aux projets dits d'«atténuation» du changement climatique, comme le développement des énergies renouvelables. Or, les pays vulnérables ont aussi besoin de s'adapter aux conséquences inévitables du dérèglement climatique qui deviennent de plus en plus violentes. *«En 2015, les Etats se sont engagés à trouver un équilibre entre atténuation et adaptation, rappelle Emilie Both. La France ne consacre que 21% de ses financements à ce dernier secteur. Et la très grande majorité de ces aides, environ 90%, sont des prêts et non des dons.»*

## 22 000 milliards d'euros de gains potentiels

Pourtant les enjeux sont majeurs. D'ici 2030, les pertes de productivité dues au réchauffement de l'atmosphère pourraient coûter 2 000 milliards de dollars (1 700 milliards d'euros) à l'économie mondiale. En parallèle, près de 90 000 milliards de dollars (76 500 milliards d'euros) doivent être investis dans le développement d'infrastructures sur cette période. Autant d'argent qui pourrait participer à la transition vers des sociétés bas carbone.

A lire aussi [Climat : le temps du sursaut](#)

*«Les modèles économiques actuels sont profondément incapables de profiter des opportunités de tels changements»*, interpelle The Global Commission on Economy and Climate dans [son rapport sorti le 5 septembre](#). Ces opportunités pourraient s'élever à 26 000 milliards de dollars (22 000 milliards d'euros) de gains supplémentaires d'ici douze ans selon leurs conclusions, mais seulement *«si des*

*actions politiques audacieuses*» sont menées. «*Nous entrons dans une nouvelle ère de la croissance économique*», conclut l'étude. Encore faut-il que les gouvernements suivent le mouvement.

[Aude Massiot](#)